

nistration publique. Il est aussi intéressant de constater qu'ils estiment que leur mode de vie est peut-être dépassé. Ils voulaient supprimer le système pour permettre l'élection des Maoris au Parlement au même titre que les autres groupes ethniques.

• (5.20 p.m.)

J'ai parlé de la question riveraine. J'aurais pu aborder d'autres questions, mais je termine mon discours ici.

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Monsieur l'Orateur, à propos de la motion à l'étude, je signale d'abord que si le gouvernement n'a pas défini de politique pratique concernant le développement humain et industriel de notre Nord canadien, c'est tout simplement parce qu'il n'a pas pu définir de politique pour soutenir l'économie. Les problèmes que pose le développement du Nord sont si vastes et comportent des éléments humains et économiques si considérables qu'on ne peut s'y attaquer à un moment où l'économie est en mauvais état et où son avenir est assombri par les incertitudes, avec l'espoir de faire du bon travail.

Les députés d'en face voudront peut-être se rassurer faussement en se disant que c'est le rôle de l'opposition de s'opposer par principe au gouvernement et que nous n'avons jamais rien de positif à dire sur lui. Ce n'est pas ainsi que je conçois le rôle de l'opposition, mais je crois que certains faits parlent d'eux-mêmes.

Le gouvernement actuel a eu la mauvaise fortune de voir deux ministres détenant des portefeuilles importants quitter le cabinet parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec la politique économique, fiscale et monétaire du gouvernement. Le fait que ces deux anciens ministres ne partageaient peut-être pas les mêmes vues quant à notre politique économique n'enlève rien à la portée retentissante de leur démission ni à la netteté avec laquelle se sont manifestées les profondes dissensions qui existent au sein même du gouvernement, notamment lorsqu'il s'agit de déterminer l'orientation de notre économie au cours de ces prochaines années ainsi que les politiques fiscale et monétaire qu'il convient d'adopter pour atteindre les objectifs fixés.

Ce qui me déconcerte le plus, ce sont les divergences de vues qui séparent, de toute évidence, les principaux organismes consultatifs du gouvernement à propos des problèmes les plus fondamentaux de notre économie. La Banque du Canada et le Conseil économique du Canada nourrissent manifestement et notoirement des vues divergentes quant à une réduction éventuelle des impôts pour stimuler l'économie, et j'estime que c'est là un fait des plus importants eu égard au développement futur du Grand Nord.

Le gouvernement trouve peut-être un peu de réconfort à se répéter certains curieux slogans, comme celui-ci: «Nous avons vaincu l'inflation». Mais, à en juger par les chroniques relatives aux affaires et à l'économie de nos quotidiens, l'inflation est loin d'avoir été enrayée. En vérité, pour revenir au Conseil économique du Canada, il signalait récemment que l'inflation demeurerait grave pendant un certain nombre d'années encore. Voilà un fait

[M. Marchand (Kamloops-Cariboo).]

significatif si l'on songe au développement de nos régions septentrionales. A cette évaluation peu réconfortante mais réaliste de la situation il ajoute qu'il faudra quelques années avant que le Canada revienne à une économie de plein emploi. Je ne sais ce qu'on entend par plein emploi, mais j'imagine qu'un taux de chômage d'au plus 3 p. 100 serait considéré par la majorité des Canadiens comme raisonnablement élevé pourvu, bien sûr, qu'il ne représente pas toujours les mêmes travailleurs et qu'en périodes de chômage, ceux-ci bénéficient dans une mesure satisfaisante des services dispensés par les institutions et les organismes divers que le gouvernement a créés pour venir en aide aux citoyens en pareilles circonstances.

Dans un avenir pas très lointain, à mesure que nos vastes ressources naturelles pour ainsi dire inexploitées—surtout nos énormes quantités d'eau douce—seront l'objet d'une demande étrangère encore plus forte qu'aujourd'hui, je suis passablement convaincu que notre souveraineté sur les immenses régions du Nord va être sérieusement mise en question. En outre, je crois que certains pays surpeuplés se demanderont si nous avons moralement le droit de retenir de si vastes terres puisque nous semblons incapables de les exploiter à bon escient et, à vrai dire, ils s'interrogeront sur notre souveraineté même à leur endroit.

Il peut être tentant pour les députés d'en face d'écarter ces questions, mais nous ne devrions pas oublier, à mon avis, que nos prétentions sur l'hémisphère nord n'ont jamais été reconnues sans équivoque au niveau international. Il se trouve plutôt que nous avons hérité de ces territoires par défaut. J'aurais cru que le périple du pétrolier américain *Manhattan* au Nord de notre pays, allait commencer de poser un défi à notre souveraineté. Tout en essayant de faire leur possible pour nous rassurer sur les conséquences éventuelles d'une fuite de pétrole, les Américains, vous vous en souvenez, monsieur l'Orateur, n'ont toutefois jamais reconnu clairement que les eaux qu'ils traversaient étaient des eaux canadiennes. S'ils adoptent comme position de les considérer, de fait, comme des eaux internationales, il est facile dès lors à l'Union soviétique, à la Chine, au Japon et à d'autres grandes nations commerciales d'adopter le même point de vue quand il leur deviendra nécessaire, commode ou souhaitable d'emprunter plus souvent la route du Nord.

Quand on envisage à quel état lamentable ont été réduites nos forces armées, il faut bien se demander si nous disposons de moyens réels de défendre nos revendications de souveraineté sur tous les territoires du Nord que nous considérons maintenant comme canadiens. Je crois que le gouvernement ferait bien de songer à soumettre à la Cour internationale de Justice de La Haye nos revendications sur les régions les plus septentrionales de notre pays et particulièrement sur les eaux qui environnent les îles, afin qu'elles soient nettement établies, avant que notre souveraineté soit contestée par des sources autres, moins impartiales.

Mais ce qui doit nous préoccuper encore plus c'est sûrement la question des concepts ou des projets audacieux et originaux le gouvernement nous offrira comme mesures réalistes visant à mettre en valeur le Nord cana-